

[Texte]

However, it is also true that by itself debt forgiveness will not and cannot once again restore economic, political, and social development in Africa after almost two decades of relapse. What will it take to do that? Two things, in my view: first, development strategies that work, and equally the financial and human resources to make them work.

Ultimately the strategies and resources must come predominantly from within Africa itself. However, the assistance from Canada and other developed countries can play an important role.

Let me summarize by saying that in this context the recent budget cuts, which resulted in the reduction of \$1.8 billion in Canada's aid program over the next five years, far outweighed whatever benefits we might expect to flow to Africa from Bill C-10. According to the estimates tabled in the House in May, our bilateral aid to francophone and anglophone Africa will fall in absolute terms by \$33 million in this year alone compared to last year. But if we had adhered to our previous commitments, one may assume conservatively that our aid to these areas would have increased by some \$30 million. Thus, the actual reduction in aid spending in this year alone is over \$60 million. My estimate of our cutback in aid to Africa over five years due to the budget cuts is in the order of \$250 million.

When you compare these figures with the \$67-million benefit, which I alluded to earlier, of the present debt-forgiveness measure, one has grounds to wonder both about the overall signal we are sending to African countries and whether in fact Canada is becoming less generous, not more generous, to this most impoverished part of our world.

• 1955

Let me end by saying that I think in order to help Africa on its difficult road to recovery, Canada should increase both the amount of debt relief and the resources we are committing through our aid program. Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Merci beaucoup. Nous pourrions peut-être commencer par une question et revenir ensuite, comme vous voulez. Je pense qu'on a le temps.

**M. Hudon:** À quelle heure le vote est-il prévu?

**Le président:** À 20h 05.

**M. Hudon:** Je vais aller voter.

**Le président:** Alors, si vous vouliez avoir l'amabilité de rester, je m'excuse énormément. C'est la folie des fins de sessions. Nous allons suspendre cette réunion et nous

[Traduction]

consommation et les investissements dans la région. Voilà ce que la remise de la dette donne.

Cependant, il est également vrai qu'en soi la remise de la dette n'assure pas et ne peut pas assurer le rétablissement du développement économique, politique et social en Afrique après presque deux décennies de recul. Qu'est-ce qu'il faudra pour cela? Deux choses, à mon avis: d'abord, des stratégies de développement qui fonctionnent, ensuite les ressources financières et humaines nécessaires pour assurer ce fonctionnement.

En définitive, les stratégies et les ressources doivent provenir principalement de l'Afrique même. Cependant, l'aide provenant du Canada et d'autres pays industrialisés peut jouer un rôle important.

Permettez-moi de résumer le tout en disant que, dans ce contexte, les récentes restrictions budgétaires qui ont réduit de 1,8 milliard de dollars le Programme d'aide du Canada pendant les cinq prochaines années, dépassent largement les avantages que l'Afrique pourrait s'attendre à tirer du projet de loi C-10. D'après les prévisions budgétaires déposées à la Chambre en mai, notre aide bilatérale à l'Afrique francophone et anglophone baissera en termes absolus de 33 millions de dollars cette année par rapport à l'année dernière. Or, même en faisant une évaluation assez prudente, on supposerait que si nous avions respecté nos engagements passés, notre aide à ces régions aurait augmenté d'environ 30 millions de dollars. Par conséquent, la réduction réelle de nos dépenses en matière d'aide cette année seulement est de plus de 60 millions de dollars. J'estime que, sur une période de cinq ans, nos programmes d'aide à l'Afrique seront réduits de quelque 250 millions de dollars en raison des réductions budgétaires.

Quand on compare ces chiffres avec les 67 millions de dollars dont profiteront les pays débiteurs en raison de cette mesure de remise de dette, comme je l'ai dit plus tôt, il y a lieu de se demander quel signal nous envoyons aux pays d'Afrique et si le Canada devient en réalité moins généreux, au lieu d'être plus généreux, envers cette partie la plus pauvre du monde.

Je terminerai en disant qu'à mon avis pour aider l'Afrique sur le chemin ardu du redressement, le Canada devrait augmenter la valeur de l'exonération des dettes ainsi que les ressources consacrées au programme d'aide.

**The Chairman:** Thank you very much. We might start with one question per member and then come back for another round, if you wish. I think we have the time.

**Mr. Hudon:** What time are the votes scheduled for?

**The Chairman:** At 8h05 p.m..

**Mr. Hudon:** I am off to vote.

**The Chairman:** Then, if you would be so kind as to stay, my deepest apologies. It is the crazy rush of the end of a session. We shall suspend this meeting and then come